

Guerre d'Algérie : Quelles mémoires ?



Près de 60 ans après la fin de la guerre d'Algérie, la mémoire portée à ce conflit demeure un sujet de préoccupation majeur. Le 20 janvier dernier, l'historien Benjamin Stora faisait ainsi le constat que la « juste mémoire » de la guerre d'Algérie n'avait toujours pas été trouvée. Son rapport a été remis au président de la République Emmanuel Macron, et les multiples extraits publiés par le quotidien *Le Monde* ce jour-là n'ont fait que raviver le débat autour du problème ancien et persistant de la mémoire de la guerre d'Algérie.

Deux jours plus tard, le quotidien revenait sur le sujet en publiant deux tribunes libres le 22 janvier 2021 précisant les raisons qui ont pu mener à une certaine cristallisation de la mémoire de cette guerre.

« La représentation du passé n'est pas un acte anodin quand il s'agit de la guerre d'Algérie. » L'histoire est selon Benjamin Stora toujours en désordre soixante ans plus tard, et les problèmes liés à la séparation entre les deux pays se font encore sentir lorsqu'il est question de ce conflit. Cela semble s'expliquer par une différence de perception qui remonte à l'époque même de la guerre, celle-ci étant souvent désignée comme « les événements d'Algérie » en France, ou au contraire nommée « guerre d'indépendance » de l'autre côté de la Méditerranée. Cette opposition témoigne de la douleur, de la honte et de l'atrocité de la guerre d'Algérie, symbole du passé colonial que la France peine à accepter.

« C'est un exercice difficile que d'écrire sur la colonisation et la guerre d'Algérie, car longtemps après s'être figée dans les eaux glacées de l'oubli, la guerre d'Algérie est venue s'échouer, s'engluer dans le piège fermé des mémoires individuelles » souligne Benjamin Stora. Le risque est alors une communautarisation des mémoires dans une France qui compte plus de 7 millions de résidents concernés par la mémoire de l'Algérie. Pour les soldats, pieds-noirs, harkis ou immigrants algériens en France, « l'enjeu quelquefois n'est pas de comprendre ce qui s'est passé, mais d'avoir eu raison dans le passé ». Ainsi la mémoire « n'est pas

seulement connaissance ou souvenir subjectif de ce qui a eu lieu » mais « elle se développe comme porteuse d'affirmation identitaire et de revendication de reconnaissance ».

Le grand problème de l'historiographie de l'Algérie en France repose pour Benjamin Stora sur « le fait que l'on assiste à la fois à une sorte d'absence lancinante, d'amnésie, de refoulement, et à une profusion d'écrits autobiographiques qui ont envahi le champ éditorial pendant une vingtaine d'années ». L'histoire de la guerre a ainsi toujours été véhiculée de la même manière en France, alors qu'en Algérie on assistait à une « survalorisation de l'imaginaire guerrier qui visait à expliquer le surgissement de l'État-nation par la guerre, et non par la politique ». Face à l'opposition structurelle des deux types de mémoires, les historiens sont encore aujourd'hui « obligés de se débattre entre un oubli impossible et un trop-plein de mémoire ».

Des années 1960 aux années 1980, la pensée officielle française a voulu mettre de côté le conflit d'Algérie, effacer le traumatisme et l'exil de centaines de milliers de pieds-noirs et dépasser « les sentiments de honte ou de culpabilité pour certains soldats ». Cette politique se mettait en place dans la société de consommation des Trente Glorieuses où l'oubli semblait nécessaire afin d'avancer, se développer et vivre.

Dans les années 1980, les enfants des immigrés ou des harkis ont commencé à manifester pour l'égalité des droits et contre le racisme, et « les associations de pieds-noirs ont réclamé l'indemnisation de leurs biens perdus ». Pour la première fois, la mémoire de la guerre d'Algérie revenait en France mais celle-ci passait par des combats sociaux, cristallisant cette même histoire en différentes communautés. L'individualisme grandissant après la chute du mur de Berlin a fait émerger la religion « comme une solution possible », et l'intégrisme religieux a dès lors conduit à la « communautarisation des mémoires » à propos de la guerre d'Algérie et du souvenir de la colonisation. En l'absence d'un récit documenté, « le récit collectif de la décolonisation, admis depuis les années 1960, se fragmentait » au sein même de la société française.

« Dès 1991, la guerre intérieure algérienne et son cortège de cruautés ont fait revenir de la pire manière les souvenirs de l'Algérie », souligne également Benjamin Stora. L'argument du « fanatisme religieux » a ainsi été utilisé comme forme de justification de la colonisation et « l'étendard du refus de *“repentance coloniale”*, a commencé à se développer, à s'enraciner en France ». La colonisation jusque-là absente des débats s'est transformée peu à peu en question ouverte et en problématique, près de 30 ans après la fin des guerres de décolonisation françaises.

En Algérie, « ce durcissement mémoriel se concrétisait par une mise en accusation globale du temps colonial, sans recherche de responsabilités particulières des groupes concernés ». L'intérêt de la mémoire coloniale était alors principalement de légitimer les ressourcements identitaires et religieux, dans une période où la politique d'Abdelaziz Bouteflika laissait penser au retour du « néonationalisme à base ethno-religieuse ».

Pour l'historien, « tous ces facteurs ont eu pour prolongement le réveil et l'affrontement » des mémoires françaises et algériennes, opposées hermétiquement l'une à l'autre et divisées « par des oppositions de plus en plus virulentes ». Le refus de reconnaître les motivations et la perception de l'autre a ainsi peu à peu « envahi l'espace de réflexion et de connaissance », expliquant le flou régnant depuis toujours autour de la mémoire de l'Algérie et la formation de « guerres de mémoire » sous-jacentes, silencieuses mais bien réelles.

Pour Benjamin Stora, il faudrait s'éloigner d'une mémoire vécue comme un enfermement dans le passé par la multiplication significative des gestes politiques. Tout comme elle est potentiellement un motif de discorde, « la mémoire peut s'avérer créatrice », affirme-t-il, et l'enjeu est donc de trouver la « juste mémoire », de « chercher à expliquer ensemble » la mémoire coloniale afin de rendre celle-ci commune et généralisée.

Bien que le métissage ait échoué en Algérie, « sa réussite demeure dans la France d'aujourd'hui un enjeu majeur », et l'écriture commune de l'histoire coloniale semble donc primordiale. La question est si nous arrivons enfin « à aller vers une réconciliation entre les deux peuples », et dans cet objectif, la France « devrait donc reconnaître les discriminations et exactions dont ont été victimes les populations algériennes », affirme l'historien. La simple repentance ne suffit pas à apaiser les conflits du passé. Ce sont les faits établis par les historiens qui « maintiennent ouverte la porte des controverses citoyennes » et encouragent les victimes à témoigner de leur souffrance. Le travail de reconnaissance mutuelle doit recréer « les outils d'un travail de mémoire jamais clos » et à terme conduire à la réconciliation.



L'ancien président français Nicolas Sarkozy devant une carte de l'Algérie lors d'un déplacement à Nice, le 9 mars 2012

La publication de ce rapport a permis de rappeler le problème persistant autour de la mémoire de la guerre d'Algérie, et différents spécialistes ont par la suite contribué à l'analyse de la question en adoptant des angles d'approche très différents. Pour le chercheur doctorant à Sciences Po sur les mémoires de la guerre d'Algérie chez les jeunes, Max Morin, « les mémoires de la guerre d'Algérie ont été prises en otage par les acharnés de l'identité ». L'Algérie est un héritage intime et profond qui a laissé des traces dans la société française. Aujourd'hui, 39 % des Français entre 18 et 25 ans déclarent « avoir au moins un membre de leur famille affecté par cette histoire ». Alors que le discours officiel affirme que la guerre appartient au passé et que la « guerre de mémoire » seule gangrène la société française, l'Algérie représente en réalité « un héritage intime » pour de nombreux jeunes, insiste Max Morin.

La question est donc ce que cache réellement cette « obsession autour de la guerre d'Algérie ». Pour le chercheur, cela démontre « l'incapacité de la République à penser le colonialisme et ses traces », mais également « une instrumentalisation de ce passé par des entrepreneurs identitaires ». Le premier problème réside donc dans la difficulté de mettre des mots sur le colonialisme, compte tenu de nos valeurs actuelles. Ainsi, le colonialisme est « indicible tant il remet en cause le principe d'égalité qui constitue le fondement de l'idéologie républicaine » et la complexité du système colonial est rarement montrée de manière objective.

Le second problème est lié à la différence de point de vue des nombreux témoins du colonialisme algérien : « Pour les Algériens, la guerre débute en 1830; pour les pieds-noirs, en 1954 et pour les soldats, elle est une parenthèse bouleversante de deux ou trois ans », explique Max Morin. Cette différence reflète la réalité évidente de la colonisation mais elle est aujourd'hui perçue comme une conséquence d'une guerre de mémoire dont la source se situe ailleurs.

Si le conflit est devenu aujourd'hui un « objet politique inflammable », c'est parce que « les mémoires de la guerre d'Algérie n'ont jamais fait l'objet de politiques ambitieuses, mais de négociations autour des demandes des associations les plus revendicatives avec lesquelles l'État a développé des relations clientélistes » précise le chercheur. Depuis les années 2000, la question algérienne est ainsi esquivée par les chefs d'État, laissant « un terrain fertile pour des entrepreneurs identitaires » qui instrumentalisent les mémoires pour parler « d'identité nationale ». Les mutations idéologiques d'extrême-droite affectent ainsi la question et « renversent le rapport dominé / dominant », dans une analyse de l'histoire coloniale où la France est présentée comme « assiégée, tant physiquement que dans son identité ».

La première rupture semblait alors s'opérer avec la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron en 2017 durant laquelle il qualifiait la colonisation de « crime contre l'humanité ». Pour la première fois naissait « un clivage entre un nouveau monde susceptible de faire une analyse critique de l'histoire et un ancien monde encore embourbé dans le passé colonial » souligne Max Morin, qui déplore que ces propos n'aient pas été suivis d'actions significatives durant le mandat présidentiel en cours. La société française se situe aujourd'hui à un tournant, affirme-t-il, et « des politiques ambitieuses doivent maintenant s'adresser à ceux qui héritent de cette histoire et qui l'interrogent ». Il ne s'agirait ici pas que de discours « mais d'un travail structurel pour donner des moyens à cette nouvelle génération, via l'éducation ou la production culturelle et scientifique ». Parallèlement, les jeunes ont aussi besoin de « s'émanciper pour sortir du piège identitaire », affirme le spécialiste. Il faut donc « intensifier les efforts sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations » en assumant pleinement l'histoire et ses héritages pour que la société française puisse entrer « dans une salutaire découverte d'elle-même ».

Dans son rapport, l'historien Benjamin Stora mettait en perspective l'histoire coloniale franco-algérienne avec d'autres problèmes liés à la mémoire coloniale à travers le monde. De son côté, le spécialiste de l'Asie et du Japon Lionel Babicz évoque dans sa tribune les similitudes entre les expériences coloniales franco-algérienne et nippo-coréenne. Dans une analyse détaillée de l'histoire coloniale japonaise, il explique que cette similitude renferme une « clef permettant de mieux comprendre la pertinence de la question des excuses » quant à la question coloniale.

Pour Lionel Babicz, « l'Algérie française (1830-1962) et la Corée japonaise (1910-1945) sont bien plus que de simples colonies » : de la même manière que l'Algérie était décrite comme un « prolongement de la France », la Corée fût souvent désignée comme « l'extension du Japon » explique-t-il. Les populations étaient dans les deux cas étroitement imbriquées et mélangées, avec « des colons français en Algérie et des colons japonais en Corée », et la « présence de populations d'origine coloniale en métropole ».

Outre la population, les idées à la base de la colonisation sont également similaires : les deux pays colonisateurs se considéraient comme porteurs « d'une mission civilisatrice » et les deux pays colonisés devaient à terme rejoindre pleinement la métropole. Par ailleurs, les conflits de décolonisation provoqueront dans les deux cas un « traumatisme profond », tant les liens tissés entre les pays étaient étroits. C'est essentiellement pour cette raison que les excuses représentent aujourd'hui un enjeu majeur dans la question des mémoires coloniales.

Contrairement à certaines idées reçues, « Tokyo a présenté à ses anciennes victimes asiatiques une longue série d'excuses, particulièrement depuis le début des années 1990 ». Pour la Corée du Sud, les premières excuses remontent à 1965, lorsque le ministre des affaires étrangères exprima ses « sincères regrets » et « profonds remords » à l'égard d'une période « malheureuse » de l'histoire des deux pays. Pourtant, les Coréens considèrent encore aujourd'hui les paroles du gouvernement japonais comme insignifiantes, laissant transparaître l'idée que le Japon refuserait au fond de « toucher à l'essentiel » explique Lionel Babicz. Le pays a par exemple « toujours refusé de remettre en cause la légalité de l'annexion de 1910, effectuée au nom de l'empereur Meiji ». Ainsi, les traités historiques d'annexion n'ont jamais réellement été remis en question et aucune visite impériale en Corée du Sud n'a eu lieu depuis la décolonisation. Par ailleurs, « l'absence d'une résolution parlementaire explicite et quasi unanime sur la guerre et le colonialisme » témoigne également de la persistance du problème de la mémoire coloniale dans le pays. Actuellement, la question des excuses japonaises demeure complexe et épineuse, car elle est comme pour la guerre d'Algérie « l'expression de plaies toujours à vif », explique l'historien.

L'analyse de la relation nippo-coréenne permet néanmoins de « suggérer quelques pistes de réflexion supplémentaires » pour un apaisement des tensions autour de la question de la mémoire d'Algérie. Des solutions proposées au Japon sont également applicables en France, et « une résolution parlementaire solennelle présentant les excuses de la nation, accompagnée d'un geste fort de la part du chef de L'État pourrait, peut-être, contribuer aussi à un apaisement des guerres mémorielles » conclue alors Lionel Babicz.

Les questions autour de la mémoire de la colonisation algérienne reviennent très souvent dans les sujets de préoccupation officiels en France. Malgré le travail sérieux effectué par des historiens professionnels et la relative stabilité des relations politiques entre les deux capitales, le problème n'en reste pas moins important. Peut-être que le rapport remis par Benjamin Stora à Emmanuel Macron permettra enfin de dessiner un terrain d'entente possible pour la construction d'une mémoire commune aux deux nations.

Alexandre SCHÜTZ (Terminale 11), le 16 février 2021